

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU GARD
CANTON DE LE VIGAN

Envoyé en préfecture le 03/07/2023
Reçu en préfecture le 03/07/2023
Publié le
ID : 030-213000409-20230626-2606237-DE

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE BLANDAS**

SEANCE DU 26 JUIN 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-six juin à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la commune de Blandas, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Marc WELLER, Maire.

Nombre de Conseillers en exercice : 9

Nombre de Conseillers présents : 7

Date de la convocation du Conseil Municipal : le 19/06/2023

Présents : Marc WELLER, Vincent LHOMME, André BARRAL, Merel VAN DER BLIEK, Florent STEINMETZ, Michel GRAZIOLI, Caroline SERRES.

Absents : Fabrice GATY, Valentin ROBA.

Procuration : Valentin ROBA donne procuration à Marc WELLER.

A été nommé secrétaire de séance : Vincent LHOMME.

OBJET : Demande de Subvention – Société de chasse communale de Blandas.

Abroge et remplace la délibération du 09/02/2023

Monsieur le Maire fait lecture du courrier de la société de chasse communale de Blandas en date 08/11/2022, demandant une subvention ; et de la délibération du 09/02/2023.

Monsieur le Maire précise que conformément aux instructions réglementaires, le bilan provisoire 2021 a été fourni.

La société de chasse dispose d'un local communal à titre gratuit pour y entreposer des congélateurs. L'électricité de ce local étant payée par la commune, le conseil municipal considère que ce paiement constitue déjà une forme de subvention, à hauteur d'environ 250€ par an.

Après délibération et à la majorité des membres présents, dont 7 pour et un contre, le Conseil Municipal décide pour l'année 2023 de verser une subvention à la société de chasse communale de Blandas, d'un montant de 200€.

Fait et délibéré le mois jour et an susdit.

Le Maire, Marc WELLER

M/W



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.
Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr